

Démocratie

EMMANUEL MACRON ET LES CATÉGORIES POPULAIRES

Jérôme Fourquet, Chloé Morin

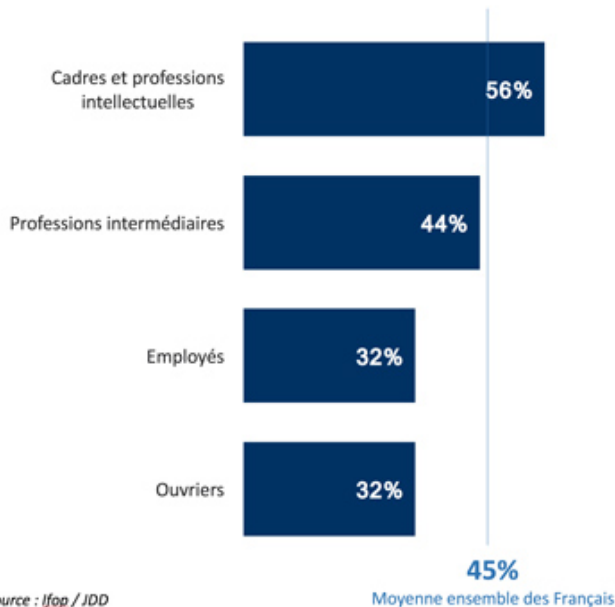
18/10/2017

Il a de nombreuses fois été souligné, ces derniers temps, que la défiance exprimée à l'égard de la politique gouvernementale, et notamment du président de la République, était particulièrement marquée dans les catégories populaires. Quelles sont les causes du fossé qui se creuse de plus en plus avec cette France populaire ? Éléments de réponse pour l'Observatoire de l'opinion avec Jérôme Fourquet et Chloé Morin.

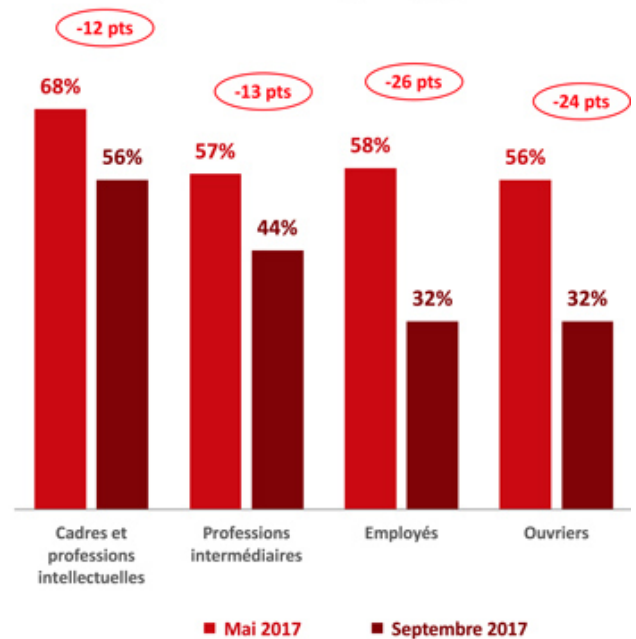
Dans le baromètre Ifop réalisé pour *Le Journal du dimanche*, la chute de popularité enregistrée par le président de la République a été nettement plus prononcée parmi les employés (-26 points entre mai et septembre 2017) et ouvriers (-24) que dans les autres catégories (-12 chez les cadres et professions intellectuelles supérieures, par exemple).

Entre mai et septembre, une baisse particulièrement appuyée de la popularité d'Emmanuel Macron dans les catégories populaires

Deux tiers des employés et ouvriers se disent mécontents d'Emmanuel Macron.

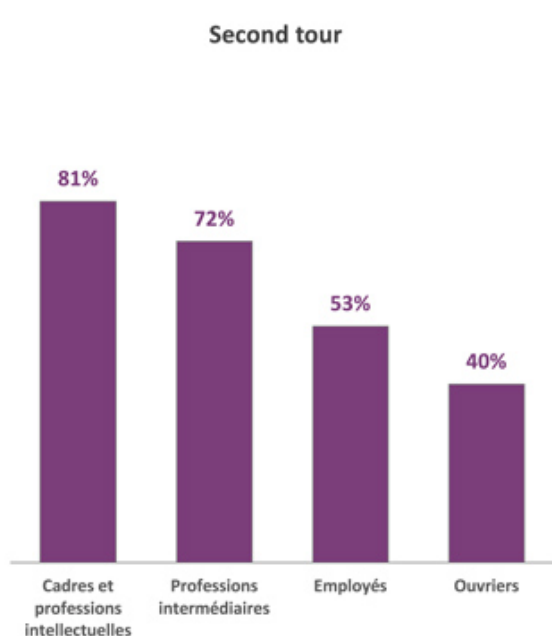


Entre mai et septembre, une baisse particulièrement marquée dans les catégories populaires.

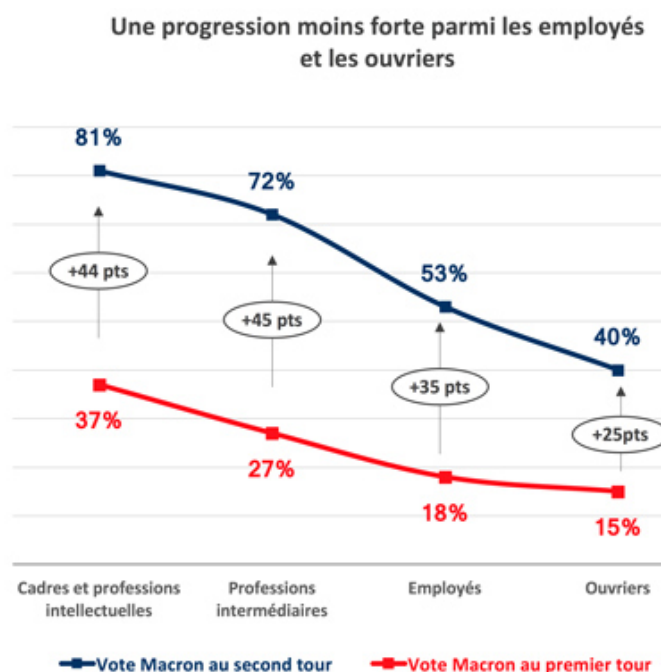


Cette baisse plus marquée est intervenue sur un terrain déjà préalablement moins favorable. C'est en effet parmi les catégories populaires qu'Emmanuel Macron a réalisé ses moins bons résultats au premier tour de la présidentielle. Mais c'est aussi dans ces milieux sociaux que sa progression entre le premier et le second tour a été la moins forte : +35 points chez les employés et +25 points chez les ouvriers, contre +44 points chez les CSP+.

Entre deux tours de la présidentielle : une progression moins forte parmi les employés et les ouvriers



Source : Ifop / Fiducial pour Paris Match, Cnews et Sud Radio



Conséquence de cette situation initiale moins favorable et d'un décrochage plus brutal, les deux tiers de la France populaire se disent aujourd'hui mécontents d'Emmanuel Macron. Cette défiance pourrait sembler paradoxale, puisqu'un bon nombre des réformes gouvernementales sont conduites au nom d'un meilleur accès des « outsiders » au marché du travail, d'une meilleure mobilité économique et géographique des « perdants » de la mondialisation, et que le gouvernement s'attache à longueur d'interviews à mettre en avant les compensations en termes de pouvoir d'achat (l'exonération de la taxe d'habitation et la suppression d'une partie des cotisations salariales faisant plus que compenser la hausse de la CSG) accordées aux plus modestes en contrepartie des efforts demandés à tous.

La présente note vise à identifier les causes du fossé grandissant qui est en train de se creuser avec la France populaire. Il apparaît que, pour l'essentiel, c'est l'insécurisation économique, que la politique menée est perçue comme aggravant davantage, ainsi que le sentiment d'injustice sociale, nourri par un certain nombre d'annonces fiscales récentes, qui sont à l'origine de la fracture qui se dessine entre le représentant d'une France « en marche » et celle qui se sent de moins en moins prise en compte voire, aux dires de certains, méprisée.

La réforme du code du travail insécurise encore davantage les milieux populaires

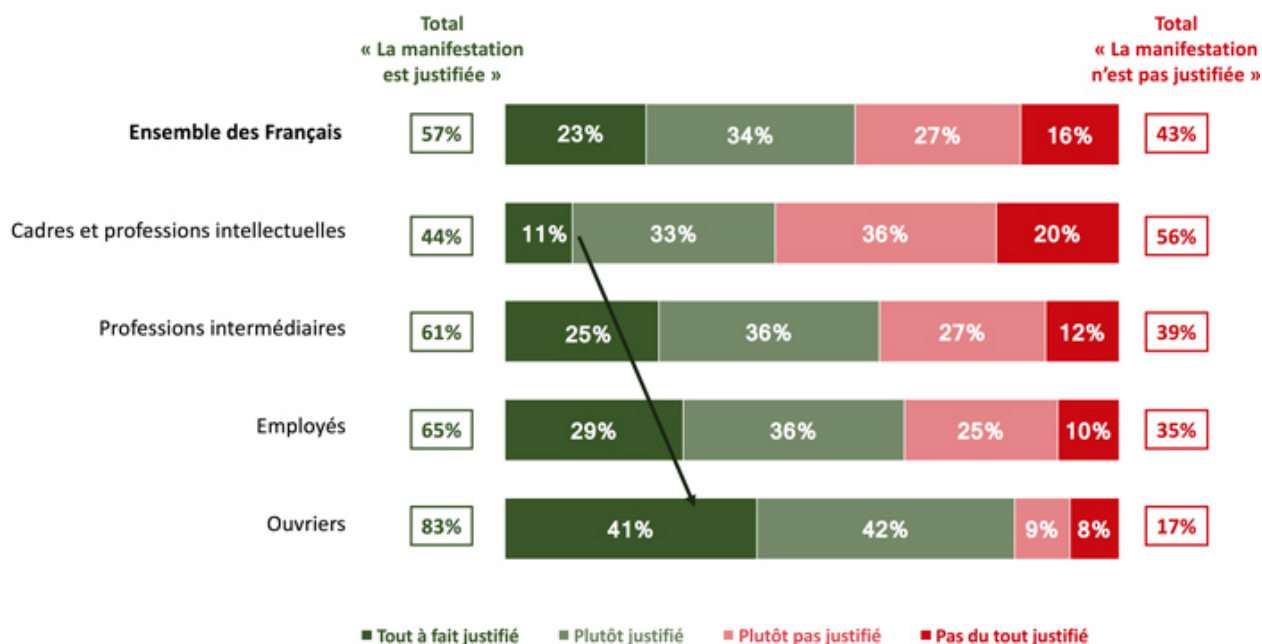
Si l'analyse des données – tant quantitatives que qualitatives – permet d'identifier différentes sources d'insatisfaction et de ressentiment, c'est la réforme du code du travail qui apparaît aujourd'hui comme le principal ressort de ce mécontentement populaire. Les ouvriers et les employés s'avèrent ainsi les plus hostiles à la réforme du marché du travail menée par ordonnances par le gouvernement. Au cœur de l'été, et alors que le gouvernement n'avait pas encore précisé ses intentions, seulement 22% d'entre eux se déclaraient favorables à la réforme du code du travail, contre 40% des CSP+. Selon un sondage réalisé par l'institut Elabe le 29 août dernier, les catégories populaires étaient également les moins enclines à souhaiter une réforme « en profondeur » du code du travail – 26%, contre 40% des CSP+.

L'annonce de cette réforme qui vise explicitement à flexibiliser le marché du travail a eu pour effet d'insécuriser fortement des milieux populaires en demande de protection. Les verbatims recueillis dans le cadre du baromètre Ifop/*Le Journal du dimanche* sur les causes de l'insatisfaction à l'égard d'Emmanuel Macron montrent que la peur du licenciement est forte parmi les employés et les ouvriers, qui voient dans le code du travail un élément de recours et de protection face au risque de la perte d'emploi – risque qui deviendrait encore plus immaîtrisable avec l'adoption de cette réforme :

- « Avec sa loi Travail, le patron peut licencier son salarié sans motif valable » (femme, ouvrière, 35-49 ans, EE-LV)
- « La loi Travail qu'il veut faire passer par ordonnances. Il est en train de détruire le code du travail » (femme, ouvrière, 18-24 ans, LR)
- « Il est en train de casser le code du travail. Maintenant, un employeur peut vous mettre dehors du jour au lendemain alors qu'avant il ne pouvait pas » (femme, employée, 35-49 ans, FN)
- « La loi Travail est encore plus renforcée que la loi El Khomri » (homme, ouvrier, 50-64 ans, sans sympathie partisane)

Sous l'effet de cette inquiétude palpable, les milieux populaires sont les catégories qui ont témoigné du soutien le plus marqué aux mouvements sociaux contre ces ordonnances, notamment celui du 12 septembre dernier, considéré comme « justifié » par 65% des employés et 83% des ouvriers, contre 44% des cadres et professions intellectuelles supérieures.

Un soutien sociologiquement très clivé à la manifestation du 12 septembre 2017 contre la réforme du code du travail

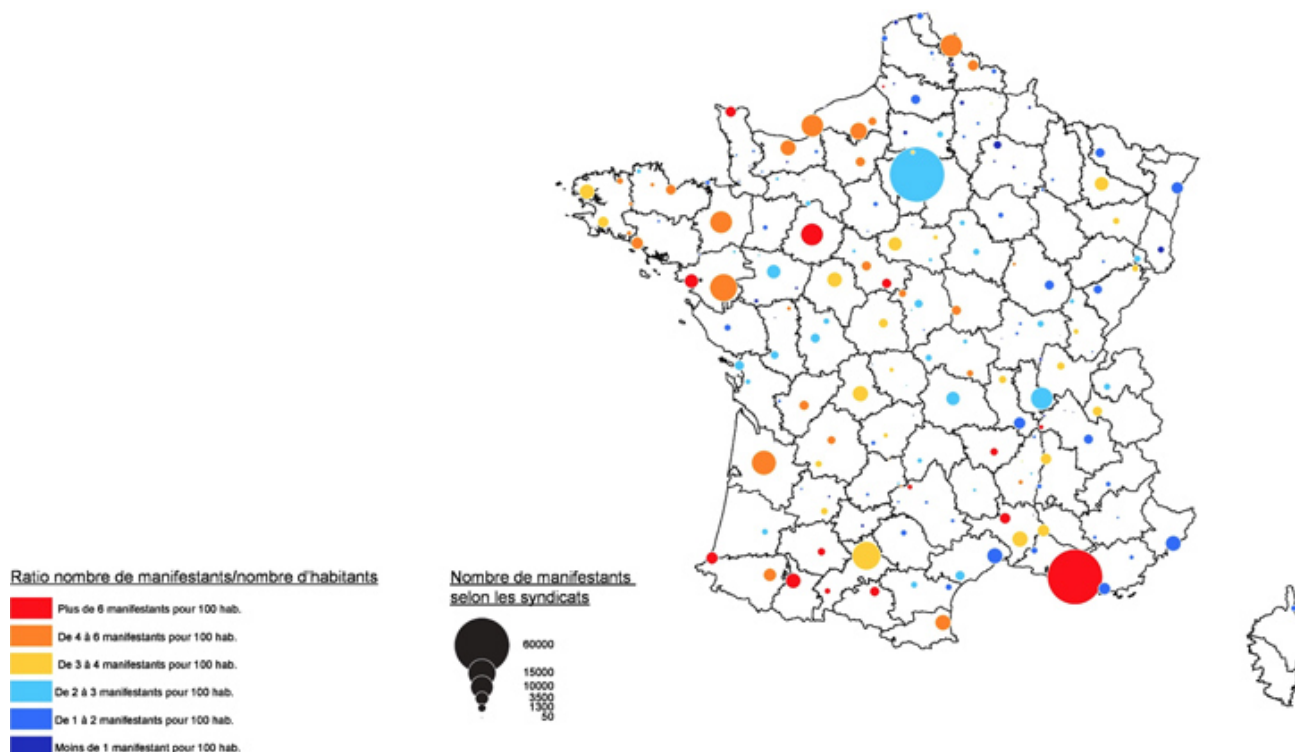


Source : Ifop / Fiducial pour Sud Radio

Si les cortèges syndicaux n'étaient pas massifs, cette première journée de mobilisation sociale du quinquennat Macron a néanmoins rassemblé près de 220 000 personnes selon la police et 500 000 d'après la CGT, soit le même niveau de mobilisation que lors de la première journée de manifestation contre la loi Travail au printemps 2016. Il s'est donc passé quelque chose le 12 septembre dernier et cette mobilisation sociale n'est pas tout à fait anodine, à la fois par son degré de mobilisation, mais aussi dans sa géographie. Sur la base d'un dépouillement de la presse quotidienne régionale, l'Ifop a en effet pu dresser une carte de la mobilisation d'une part en identifiant, de la manière la plus exhaustive possible, tous les lieux où des manifestations ont été organisées et, d'autre part, en mettant en regard ville par ville le nombre de manifestants avec le nombre d'habitants dans la commune. Nous avons ainsi pu calculer un ratio de mobilisation. Cet indicateur comporte certes des limites dans la mesure où le nombre de manifestants n'a pas été mesuré précisément et qu'il est parfois manifestement nettement gonflé (comme à Marseille par exemple). Pour autant, on peut faire l'hypothèse que ce biais de déclaration est, sauf exception, de même ampleur sur l'ensemble du territoire, ce qui rend possible non pas une évaluation précise du nombre de manifestants mais une comparaison sur le degré de mobilisation relatif entre les lieux.

La carte ainsi dressée donne à voir une mobilisation proportionnellement plus importante dans les régions de l'Ouest (Bretagne, Normandie, Pays-de-la-Loire) mais aussi en Nouvelle-Aquitaine et dans l'ancienne région Midi-Pyrénées. Ceci n'est pas anodin, dans la mesure où ces régions correspondent (avec l'Île-de-France) aux territoires où Emmanuel Macron avait enregistré ses meilleurs résultats lors de l'élection présidentielle.

Carte des manifestations du 12 septembre 2017 contre les ordonnances : la façade ouest se mobilise davantage



On peut émettre l'hypothèse qu'une partie des catégories populaires habitant dans ces régions économiquement plutôt dynamiques, qui avaient soutenu Emmanuel Macron autour des thématiques du renouvellement et d'une vision optimiste et positive qu'il incarnait, se soit détournée de lui à cause de cette réforme et d'une politique économique jugée déséquilibrée. À l'inverse, les milieux populaires résidant dans les régions de l'Est du pays et notamment dans les territoires frontaliers, qui avaient d'emblée placé moins d'attentes en Emmanuel Macron comme le relate le journaliste Gérard Andrieu dans son dernier ouvrage, semblent s'être moins mobilisés et avoir persisté dans leur posture de retrait.

Une politique perçue comme favorisant les plus aisés et pénalisant encore davantage les faibles revenus

Certaines mesures fiscales annoncées par le gouvernement font également l'objet d'un mécontentement particulièrement marqué des employés et ouvriers, nourrissant le sentiment lancinant que ce sont « toujours les mêmes » qui sont mis à contribution, alors que certains – les assistés d'un côté, les plus aisés de l'autre – s'en sortent mieux. A cette grille de lecture prégnante de longue date dans les milieux populaires est venue s'ajouter la critique d'une politique qui serait d'abord et exclusivement au service des « nantis ». La thématique du « Robin des riches » (qui prend aux pauvres pour donner aux riches) affleure ainsi dans de nombreux verbatims recueillis ces

dernières semaines par les enquêteurs de l'Ifop.

- « Je trouve qu'il essaye de retirer ce que les gens ont. Il essaie de retirer les primes et les petits avantages que les gens avec des petits moyens touchent » (femme, 35-49 ans, ouvrière, France insoumise)
- « Il prend aux pauvres pour donner aux riches » (homme, 35-49 ans, employé, France insoumise)
- « Ce sont toujours les bas salaires et les petits revenus qui font les frais. Il a encore baissé les aides de la CAF et d'autres aides à destination des plus modestes » (femme, employée, 35-49 ans, FN)
- « Macron est quelqu'un qui travaille et fait voter des réformes pour les riches et ça ne profite pas aux gens de la rue ». (homme, ouvrier, 50-64 ans, sans sympathie partisane)
- « Je suis mécontente de ses propositions de changement pour le pays, il demande trop à la classe ouvrière » (femme, employée, 50-64 ans, PS)

La baisse mensuelle de 5 euros des APL, annoncée au cœur de l'été, a contribué à ancrer cette perception d'une politique dure avec les plus modestes. Si elle a tout de suite été critiquée par toutes les catégories de la population, 52% des cadres ne se disant « pas satisfaits », l'opposition a été plus forte encore dans les milieux populaires (60%) pour lesquels les fins de mois sont souvent difficiles. Quelques semaines plus tard, l'annonce de la suppression de très nombreux contrats aidés, qui bénéficiaient avant tout à ces catégories ou permettaient d'assurer un certain nombre de services auxquels elles sont attachées, viendra encore nourrir cette perception d'une politique visant les plus modestes et servant les intérêts des plus aisés, dont on apprenait dans le même temps qu'ils allaient bénéficier d'une très forte diminution de l'ISF.

Le désarroi et la colère suite à ces annonces pointent dans certains des propos des employés et ouvriers interrogés par l'Ifop :

- « La diminution des APL, ça donne moins d'aides pour les jeunes qui veulent se mettre en ménage et pour les étudiants » (femme, 25-34 ans, ouvrière, France insoumise)
- « La baisse des APL. 5 euros sur un budget étudiant c'est énorme. Mais qu'en plus un président dise de manière hautaine que les propriétaires n'ont qu'à baisser les loyers est totalement choquant » (femme, employée, 50-64 ans, sans préférence partisane)
- « Les activités périscolaires du mardi et du jeudi. Il a essayé d'en supprimer dans certaines écoles, du coup j'ai des amis qui ont perdu un travail et qui doivent se diriger vers d'autres métiers » (femme, 18-24 ans, employée, France insoumise)
- « Il a supprimé les contrats aidés. Je suis en contrat jusqu'à décembre et je ne sais pas si

mon contrat sera renouvelé » (homme, ouvrier, 35-49 ans, LREM)

Dans ce contexte dégradé, la suppression des cotisations chômage et maladie, qui doit plus que compenser une hausse de 1,7 point de CSG et donc se traduire par un gain de pouvoir d'achat pour les salariés, constitue l'un des principaux atouts de l'exécutif pour prouver qu'il mène une politique équilibrée et visant à améliorer la situation des Français – et notamment du « monde du travail ». Or, elle n'était approuvée en août que par 27% des employés et ouvriers, 48% se disant insatisfaits. L'annonce de cette mesure n'a donc pas produit, à ce jour, l'effet escompté. L'insatisfaction peut sans doute en partie s'expliquer par le caractère très technique de cette mesure qui la rend assez difficilement appréhendable : 25% des employés et ouvriers ne se prononçant pas sur cet item. On peut également penser que le « coup de pouce » ainsi accordé ne semble pas suffisant. Mais plus profondément, si cette mesure, pourtant objectivement positive, ne suscite pas d'engouement populaire, c'est sans doute car elle a été appréhendée au travers du prisme très répandu dans les milieux populaires du « tour de passe-passe fiscal » ou « des vases communicants » selon lequel l'État reprendrait toujours d'une main discrète ce qu'il a accordé de l'autre. De ce point de vue, le gouvernement dispose manifestement de marges de manœuvre pour favoriser une meilleure compréhension de la mesure et apaiser les craintes.

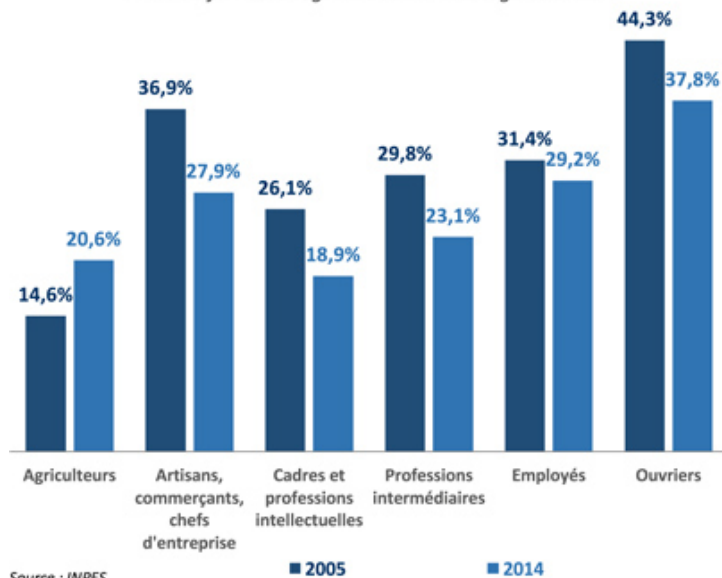
Une sensibilité accrue des milieux populaires à la fiscalité sur le tabac et les carburants

Si la réforme du code du travail ou le coup de rabot sur les APL ont fait couler beaucoup d'encre, d'autres annonces gouvernementales ont été moins abondamment commentées alors qu'elles ont rencontré un écho réel parmi les employés et les ouvriers. Les milieux populaires se caractérisent en effet par une sensibilité plus aiguë que le reste de la population à toute hausse de la fiscalité sur le tabac et les carburants.

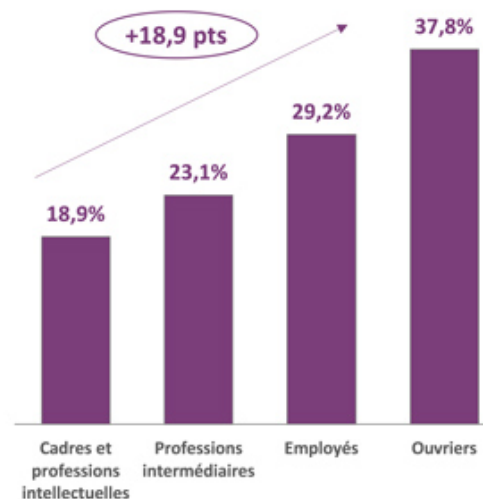
En effet, la consommation de tabac a certes reculé ces dernières années dans toutes les strates de la population et y compris dans les milieux populaires. La proportion de fumeurs réguliers a ainsi reflué de 6,5 points parmi les ouvriers entre 2005 et 2014. Pour autant, la consommation de tabac reste socialement très marquée. Comme le montrent les graphiques suivants, la proportion de fumeurs réguliers dans la population ouvrière est le double de celle observée chez les cadres et la proportion de fumeurs réguliers est de 10 points supérieure parmi les employés comparativement aux cadres.

Bien que la consommation de tabac ait reculé dans tous les milieux...

Part de fumeurs réguliers selon la catégorie sociale

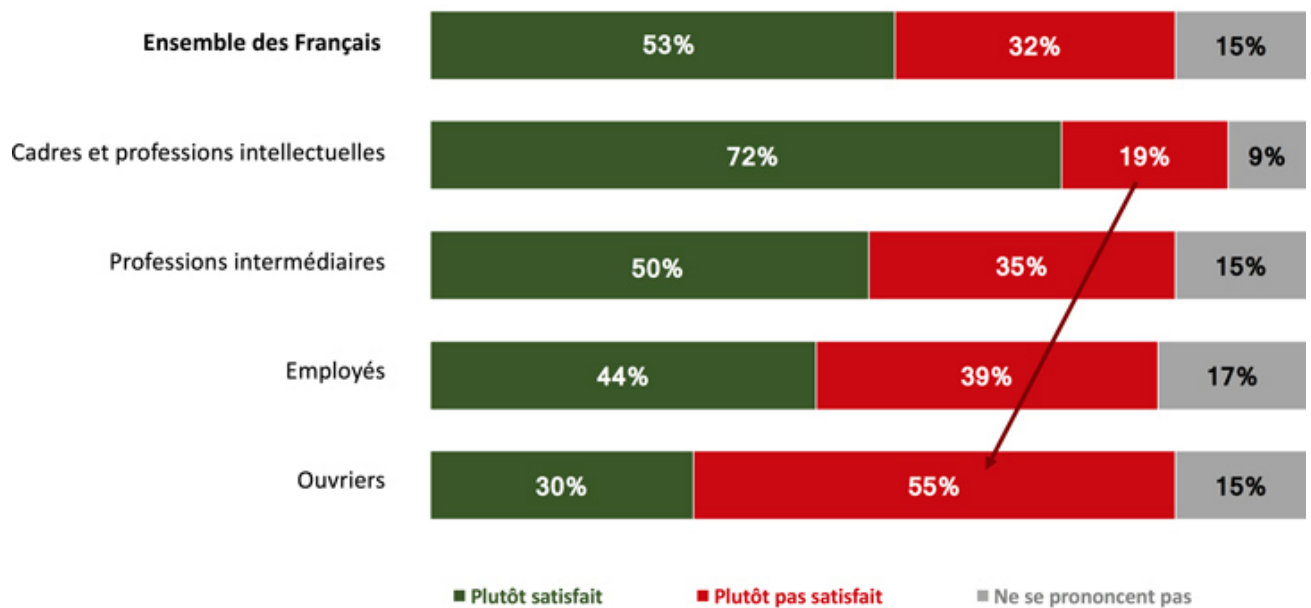


... elle demeure beaucoup plus répandue dans les catégories populaires.



Au regard de ces chiffres, les différences de réactions à l'annonce du passage du prix du paquet de cigarettes à 10 euros – une hausse de prix qui, conformément aux annonces de la ministre de la Santé, devrait s'étaler dans le temps – prennent sens. Cette mesure passe ainsi « comme une lettre à la poste » parmi les cadres et professions intellectuelles et supérieures (favorables à 72%), car les fumeurs réguliers sont peu nombreux dans ce groupe social, par ailleurs plus sensible à la santé et à la prévention. Elle est, en revanche, massivement rejetée par les ouvriers (55%). Les employés, parmi lesquels on compte moins de fumeurs réguliers que parmi les ouvriers, sont quant à eux très partagés.

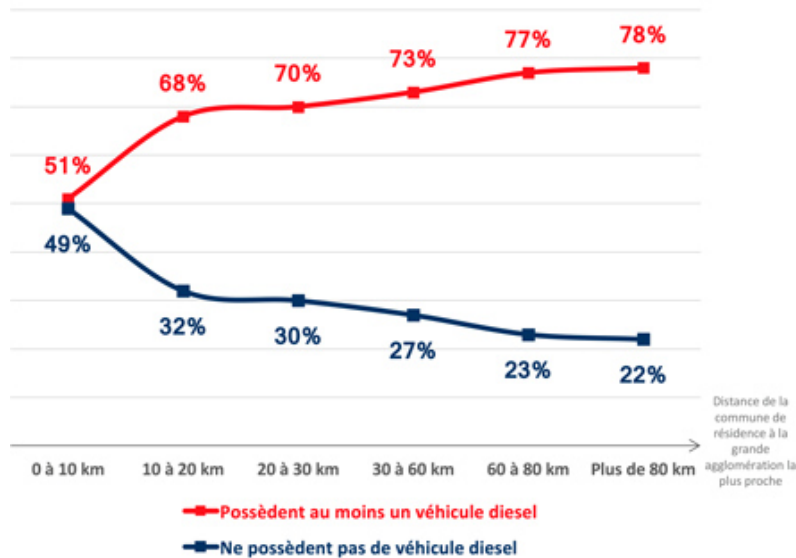
... d'où une hostilité beaucoup plus forte dans les milieux populaires au passage du prix du paquet de cigarettes à 10 euros



Du fait de la persistance de différences importantes en termes de mode de vie et de consommation, certaines annonces fiscales qui peuvent apparaître comme relativement acceptables pour les CSP+ et les leaders d'opinion sont en fait beaucoup moins bien reçues dans les catégories populaires. C'est non seulement le cas pour le tabac, mais également pour la fiscalité sur les carburants et plus particulièrement sur le diesel.

Dans ce contexte, il est permis de penser que la hausse des taxes sur le diesel annoncée par le gouvernement impactera sans doute plus fortement les catégories populaires habitant en zones rurales et péri-urbaines, beaucoup plus dépendantes de la voiture pour se rendre au travail et accomplir les trajets quotidiens, et pour lesquelles le coût d'un changement de véhicule peut se révéler hors de portée malgré les aides publiques disponibles. D'après les données de l'Ifop, le taux de possession de véhicules diesel est en effet bien plus élevé en zones rurales et péri-urbaines qu'ailleurs. Quand seule la moitié des ménages habitant à moins de dix kilomètres du cœur d'une des principales aires urbaines françaises possèdent un véhicule diesel, ce taux grimpe de près de 20 points dès qu'on s'éloigne de seulement 10 kilomètres du centre-ville (68%) pour atteindre jusqu'à 77% pour les personnes habitant à plus de 60 kilomètres d'une grande agglomération.

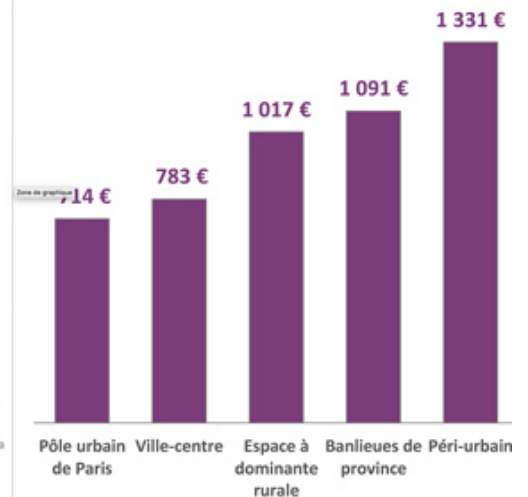
Un taux de possession de véhicules diesel bien plus élevé dans la France péri-urbaine et rurale...



Source : Ifop

... et des dépenses en carburant beaucoup plus élevées dans le péri-urbain.

Dépenses annuelles des ménages en carburant en euros en 2006.

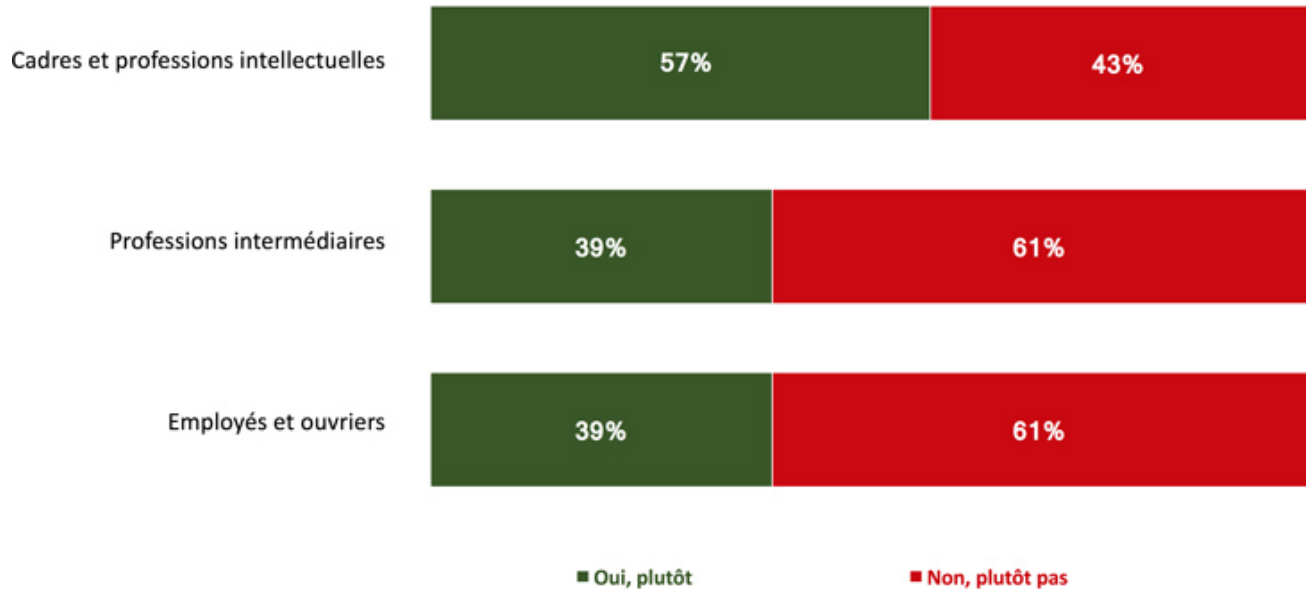


Source : Les Décodateurs / Le Monde

Comme le montre le graphique ci-dessus, le budget carburant des ménages varie donc très sensiblement selon le lieu de résidence, et l'impact d'une hausse de la fiscalité annoncée par le gouvernement sera beaucoup plus rude dans ces milieux.

On rappellera qu'à l'automne 2009, quand il s'était déjà agi d'augmenter la fiscalité sur les carburants pour des raisons environnementales avec la mise en place de la taxe carbone, les milieux populaires s'y étaient montrés opposés à près de 60%, alors que les cadres et les professions intellectuelles, aux revenus plus élevés et résidant davantage dans le cœur des grandes agglomérations, y étaient majoritairement favorables.

« La taxe carbone est indispensable pour réduire l'utilisation des énergies polluantes contribuant au réchauffement climatique. »



Un président perçu comme manifestant un mépris de classe

Quand des gouvernements annoncent de telles mesures, ils donnent l'impression aux catégories populaires qu'on leur demande un effort disproportionné par rapport à leur capacité contributive, et ce alors même qu'elles ont le sentiment d'en avoir déjà beaucoup fait ces dernières années. Ce mécanisme assez classique est à l'œuvre actuellement, mais son effet se trouve amplifié par le sentiment que le président mène une politique favorisant les plus riches. Comme on l'a vu, la réforme de l'ISF est vécue comme un signal d'injustice majeur qui cristallise les mécontentements et fait écran aux mesures « sociales » destinées à soutenir le pouvoir d'achat et améliorer le quotidien des plus modestes.

S'ajoute à cette mesure fiscale symbolique un certain nombre de propos présidentiels récents, considérés par une partie des personnes interrogées par l'Ifop comme témoignant d'une forme de mépris social. La déclaration d'Emmanuel Macron à Athènes indiquant que, dans le cadre de la réforme du travail, il ne céderait « rien ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes » avait ainsi aussitôt suscité la polémique. Alors que, dans l'entourage présidentiel, on précisait que le mot « fainéants » renvoyait aux précédents gouvernants n'ayant pas mené les réformes nécessaires, ses opposants politiques en ont fait le symbole d'un mépris social affiché, et Jean-Luc Mélenchon avait immédiatement appelé les « abrutis, cyniques et fainéants » à descendre dans la rue.

Ce n'est pas la première fois que des propos assez crus d'Emmanuel Macron sont exploités par ses adversaires pour lui accoler l'étiquette du « mépris de classe ». Ainsi par exemple quand, lors d'une

visite dans le bassin minier du Pas-de-Calais en janvier 2017, il déclara que « l'alcoolisme et le tabagisme se sont peu à peu installés dans le bassin minier. Tout comme l'échec scolaire. Il faut traiter cela en urgence afin de rendre le quotidien de ces gens meilleurs », cette déclaration provoqua une sortie indignée du maire socialiste de Nœux-les-Mines, commune où ces paroles furent prononcées. Même si ce constat abrupt s'accompagnait d'une volonté d'améliorer le sort de la population locale, il fut reçu par toute une partie de la population de cette région ouvrière comme la marque d'un racisme de classe de la part du « banquier » Macron. Il faut dire que cette sortie faisait suite à celle sur les ouvrières illettrées de Gad, en Bretagne, et à l'altercation musclée avec deux syndicalistes cégétistes de Lunel, dans l'Hérault, au cours de laquelle il déclara : « Vous n'allez pas me faire peur avec votre tee-shirt. La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler ». Ce à quoi l'un des hommes, indigné, répliqua : « Depuis l'âge de seize ans je travaille, monsieur ».

Ces sorties mal calibrées servirent souvent de carburant à ses adversaires. Steeve Briois, maire FN d'Hénin-Beaumont, publia ainsi le communiqué suivant : « Dans le cadre de sa visite du Pas-de-Calais ce vendredi, Emmanuel Macron a, une fois encore, prouvé son mépris de classe, de manière particulièrement odieuse. [...] Emmanuel Macron humilie encore une fois les classes populaires et les habitants de notre région, en relayant des clichés ». De la même façon, un détournement très regardé sur internet laissait sous-entendre qu'Emmanuel Macron s'essuyait systématiquement les mains après avoir serré celles des pauvres et des ouvriers. Même s'il s'agissait d'un montage réalisé à partir d'un reportage où l'on voyait effectivement le leader d'En Marche ! s'essuyant les mains avec une lingette, mais après avoir attrapé une anguille, lors d'un déplacement, cette rumeur numérique se propagea d'autant mieux que, selon l'adage italien « Si non e vero, e ben trovato » (si ce n'est pas vrai, c'est bien trouvé), elle coïncidait avec une image spontanément accolée à Emmanuel Macron dans certains milieux. Pour preuve, cette ouvrière de l'usine de Whirpool prenant à partie le candidat lors de sa visite mouvementée sur ce site dans l'entre-deux tours : « On est des ouvriers, on a les mains propres, vous nous serrez la main ? », ce à quoi il répondit : « J'ai toujours serré la main de qui que ce soit ».

Tout cela fait écho aux propos d'Hillary Clinton dépeignant ainsi 50% de l'électorat de Donald Trump : « Pour généraliser, en gros, vous pouvez placer la moitié des partisans de Trump dans ce que j'appelle le panier des pitoyables ». Ne s'arrêtant pas là, elle prit le soin de détailler ses propos : « Les racistes, sexistes, homophobes, xénophobes, islamophobes. À vous de choisir ». Cette sortie d'Hillary Clinton suscita immédiatement de nombreux commentaires sur internet et le hashtag « BasketOfDeplorables » (« panier des pitoyables ») devint dès le lendemain la première « tendance » sur Twitter. Rapidement, dans un mécanisme de retournement du stigmaté, cher au sociologue Erving Goffman, les électeurs trumpistes s'approprièrent le terme de « Deplorables », se

définissant comme l'Amérique profonde, méprisée par l'élite démocrate et bien-pensante.

Le « mépris de classe », ressenti avec plus ou moins de force de part et d'autre de l'Atlantique, constitue un très puissant carburant du vote populiste. La réaction d'orgueil face à ce mépris social perçu est un ressort extrêmement profond sur lequel Marine Le Pen comme Donald Trump ont su habilement jouer. Notons que cette critique, adressée aux Démocrates, d'être « coupés du peuple » a déjà été exploitée à leur encontre bien avant la dernière présidentielle américaine. Barack Obama en avait, en son temps, été la cible, notamment lorsqu'il avait osé dépeindre les ouvriers du Mid-West comme des gens frustrés par la désindustrialisation, se raccrochant à leurs armes ou à la religion (« They get bitter, they cling to guns or religion or antipathy to people who aren't like them or anti-immigrant sentiment or anti-trade sentiment as a way to explain their frustrations »). Progressivement, une représentation collective s'est installée dans les esprits : les Démocrates, adeptes du « progressisme de Limousine », pour reprendre l'expression de Thomas Frank, ont été associés aux riches États de la côte Est et de la côte Ouest, et les Républicains aux États ruraux ou industriels où réside la classe ouvrière blanche, qui a été passée par pertes et profits par l'intelligenstia et les dirigeants démocrates.

La propagande frontiste a transposé en France cette idée que les élites parisiennes de gauche (ou désormais macronniennes) feraient preuve de la même condescendance à l'égard des Français modestes, volontiers perçus comme des « petits blancs » ou des « beaufs », et qu'une fameuse note de Terra Nova considèrerait comme perdus pour la cause progressiste. En France comme aux États-Unis, cette grille de lecture articulée autour d'un puissant ressentiment a fait la preuve de son efficacité. Donald Trump a bâti sa victoire en faisant basculer l'électorat ouvrier de la Rust Belt quand, en France, 52% des catégories populaires votèrent pour Marine Le Pen au second tour de la présidentielle – ce qui ne suffit toutefois pas à donner la victoire à cette dernière, loin s'en faut. Mais le Front national n'est pas le seul à s'être engouffré dans cette brèche, et la France Insoumise et la CGT ont, par exemple, abondamment repris l'expression de « fainéants » lors des manifestations contre les ordonnances.

La construction de cette grille de lecture, grâce à l'accumulation d'anecdotes et de petites phrases, a installé l'idée que le président manquait de compréhension et de considération pour ceux dont la vie est dure et qui vivent dans l'angoisse des fins de mois et de la perte de leur emploi, comme en témoignent les propos recueillis par l'Ifop :

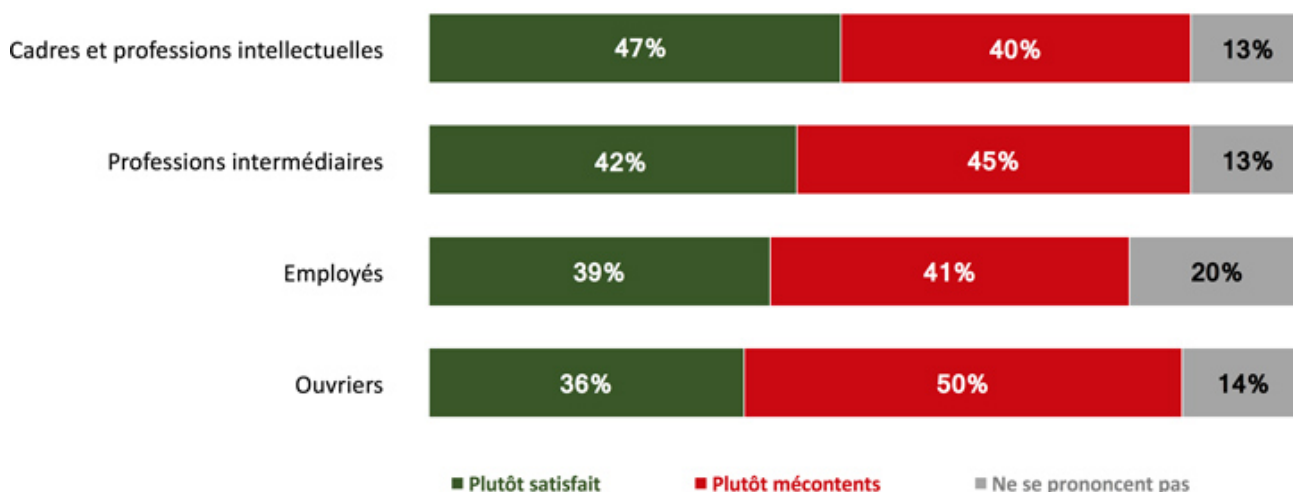
- « Ses propos sont désagréables et méprisants sur les grévistes et notamment le terme de 'fainéants' qui est très mal venu » (femme, employée, 35-49 ans, FN)
- « Je trouve que c'est un président un peu arrogant. Je trouve que quand il est en public il se

moque un peu des Français. Il a une manière de parler aux gens qui rabaisse les personnes en face de lui » (homme, employé, 25-34 ans, LREM)

- « Sur la loi Travail, se faire traiter de fainéant car on essaie de défendre le peu de droits qu'il nous reste face aux patrons » (femme, employée, 35-49 ans, France insoumise)
- « Toutes les phrases mesquines et assassines qu'il a pu avoir. Cette déconnection qu'il a avec la « France d'en bas ». Parler des ouvriers en disant qu'ils/elles sont des illettrés, l'affaire des 5 euros sur les APL, ça me révolte » (femme, ouvrière, 35-49 ans, sans préférence partisane)

À ces facteurs de ressentiment s'ajoutent un certain nombre de sources d'inquiétude d'ordre sociétal ou régalién dont il ne faut pas négliger l'importance. C'est ainsi par exemple les catégories populaires qui s'avèrent les plus hostiles à la vaccination obligatoire annoncée par la ministre de la Santé : 38% sont favorables, contre 47% parmi les cadres. Loin de l'image que l'on a souvent d'une défiance vaccinale confinée à quelques « bobos » urbains, elle s'exprime avec encore plus d'intensité dans les milieux populaires où elle est alimentée par la méfiance vis-à-vis du « monde d'en haut » et le soupçon de la collusion du pouvoir avec les majors du secteur, comme l'exprime cet ouvrier sondé par l'Ifop : « Mais c'est vraiment du n'importe quoi ce qu'il fait et dit en ce moment, avec par exemple l'histoire des 11 vaccins pour alimenter les lobbies pharmaceutiques et les copains du président » (homme, ouvrier, 50-64 ans, Debout la France).

Les catégories populaires, structurellement plus défiantes, sont également plus critiques concernant la vaccination obligatoire des enfants selon les recommandations des autorités de santé à partir de 2018



La France populaire est également la plus hostile à l'annonce, faite pendant l'été, de l'ouverture de deux centres d'accueil pour les demandeurs d'asile dans le Nord et le Pas-de-Calais (seulement 21% favorables parmi les ouvriers et les employés, contre 40% des CSP+).

Enfin, autre sujet régalien sur lequel les catégories populaires se distinguent nettement du reste de la population, la levée de l'état d'urgence, approuvée par seulement 21% d'entre elles, contre 36% des catégories supérieures.

Alors que, comme le rappelle Gérard Andrieu au terme de sa randonnée sociologique le long de la frontière, les milieux populaires sont d'abord en attente de protection, de permanence et de stabilité, la pratique du pouvoir et la philosophie macroniennes, qui visent à accroître la mobilité (professionnelle, géographique et statutaire) et qui font l'éloge du mouvement, de la transformation et de la « destruction créatrice » schumpeterienne, risquent fort d'être perçues comme des facteurs d'insécurisation par les milieux populaires. Cette philosophie politique allant à l'encontre de leurs perceptions immédiates et de leurs représentations, associée à ce qui a pu être perçu dans ces milieux comme un manque de considération à leur égard, a abouti un décrochage brutal des milieux populaires, mouvement que l'on n'avait pas observé pour les deux prédécesseurs d'Emmanuel Macron à la même période de leur quinquennat.

La cote de popularité comparée des présidents de la République lors de la première rentrée de leur quinquennat

